

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 août 2025

O.G.E.C. NOTRE DAME / SAINT SIGISBERT

Association

19-21, Cours Léopold

54042 NANCY Cedex

SIREN : 392 685 228

Madame la Présidente,
Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association O.G.E.C. NOTRE DAME / SAINT SIGISBERT relatifs à l'exercice clos le 31 août 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} septembre 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Valeurs mobilières de placement et disponibilités :

Les valeurs mobilières de placement et les disponibilités, dont le montant global figurant au bilan au 31 août 2025 s'établit respectivement à 1 500 339 euros et 2 317 337 euros, sont valorisées selon les méthodes décrites en notes « Principes et méthodes comptables » et « Postes de l'actif du bilan » de l'annexe des comptes annuels. Dans le cadre de notre appréciation des estimations et principes comptables, nos contrôles ont notamment consisté à vérifier l'existence et l'évaluation de ces créances auprès des établissements bancaires, par rapprochement des sommes inscrites dans les comptes de votre association avec les sommes mentionnées dans les informations directes reçues des banques.

Provisions pour risques et charges :

Votre association constitue des provisions pour risques et charges. Dans le cadre de notre appréciation des estimations et principes comptables, nos contrôles ont notamment consisté à vérifier les modalités d'évaluation, et à apprécier les hypothèses retenues pour le calcul des indemnités de fin de carrière.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Trésorier et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Nancy, le 15 décembre 2025

BATT AUDIT

Eric PIERRAT



Commissaire aux Comptes

	ACTIF	EXERCICE N 31/08/2025			EXERCICE N-1
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS (à déduire)	NET	NET
A C T I F I M M O B I L I S E	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES :				
	- Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	15 363	15 363	0	0
	- Donation temporaire d'usufruit	1 143 368	914 694	228 673	266 786
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 158 731	930 058	228 673	266 785
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES :				
	- Terrains (y compris agencements et aménagements de terrains)	252 680	197 186	55 494	42 212
	- Constructions sur sol propre				
	- Constructions sur sol d'autrui	13 427 107	11 008 430	2 418 678	2 447 459
	- Installations techniques, matériel et outillage	1 704 606	1 512 332	192 274	179 551
	- Autres	4 163 724	3 911 389	252 335	267 563
	- Immobilisations corporelles en cours	324 204		324 204	344 240
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	19 872 321	16 629 337	3 242 984	3 281 025
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES :				
	- Autres	1 908		1 908	1 908
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 908		1 908	1 908
	TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	21 032 960	17 559 394	3 473 565	3 549 719
A C T I F C I R C U L A N T	CREANCES :				
	- Usagers (familles, élèves)	144 421	67 127	77 295	37 459
	- Etat et autres collectivités publiques	127 675	0	127 675	427 667
	- Autres	8 441	4 847	3 594	6 019
	TOTAL CREANCES	280 538	71 973	208 565	471 146
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	1 500 339		1 500 339	1 500 339
	DISPONIBILITES	2 367 819		2 367 819	1 669 273
	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	95 117		95 117	88 889
	TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	4 243 813	71 973	4 171 840	3 729 647
	TOTAL DE L'ACTIF (I + II)	25 276 773	17 631 368	7 645 405	7 279 366

	PASSIF	EXERCICE N 31/08/2025	EXERCICE N-1 31/08/2024
F O N D S P R O P R E S	FONDS PROPRES		
	FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE		
	- Fonds statutaires	1 778 250	1 778 250
	- Apports sans droit de reprise		
	TOTAL FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE	1 778 250	1 778 250
	REPORT A NOUVEAU	1 965 465	1 758 190
	RESULTAT DE L'EXERCICE	164 299	207 275
	SITUATION NETTE	3 908 014	3 743 715
	AUTRES FONDS PROPRES		
	FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE		
	- Apports avec droit de reprise	0	0
	TOTAL FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE	0	0
	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT AFFECTEES A DES BIENS NON RENOUVELABLES		
	- Autres subventions d'investissement	661 654	627 886
	TOTAL SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT AFFECTEES A DES BIENS NON RENOUVELABLES	661 654	627 886
	TOTAL (I)	4 569 668	4 371 601
F D	FONDS DEDIES SUR AUTRES RESSOURCES (II)	262 708	304 613
P R O V I S I O N S	PROVISIONS		
	- Provisions pour risques	102 351	128 528
	- Provisions pour pensions et obligations similaires	215 531	207 283
	- Provisions pour gros entretien	480 454	364 390
	- Autres provisions pour charges	128 300	122 385
	TOTAL PROVISIONS (III)	926 636	822 586
D E T T E S ①	EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES ②	445 851	429 350
	AVANCES ET ACOMPTES RECUS DES USAGERS	121 567	113 655
	DETTE FOURNISSEURS	368 899	535 392
	DETTE FISCALES ET SOCIALES	207 506	186 405
	DETTE SUR IMMOBILISATIONS	0	1 389
	AUTRES DETTES	86 958	286 381
	PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	655 613	227 994
	TOTAL DETTES (IV)	1 886 393	1 780 566
	TOTAL DU PASSIF (I + II + III + IV)	7 645 406	7 279 366

① Dont à plus d'un an : 146 168 dont à moins d'un an : 1 740 225

② Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques :

0

	N	N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
* Ventes de biens et services		
Participation des familles	3 644 711	3 773 087
Participations de l'Etat et des collectivités publiques		
Ventes de produits et marchandises, travaux, études	36 078	22 698
Produits des activités annexes	71 860	64 851
* Produits de tiers financeurs		
Subventions d'exploitation		
Collectes	0	0
Concours publics et subventions d'exploitation	1 800 618	1 847 872
* Reprise sur amort. Dépréciation, provisions et transferts de charges		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	130 665	242 285
* Utilisation des fonds dédiés	3 793	3 349
* Autres produits	11 053	13 395
TOTAL 1	5 698 778	5 967 537
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	36 683	22 655
Variation de stocks		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	10 297	11 831
Variation de stocks		
Autres charges externes	2 420 057	2 584 849
Impôts, taxes et versements assimilés	244 714	215 521
Salaires et traitements	1 670 068	1 686 873
Charges sociales	632 708	652 346
Dotations aux amortissements des immobilisations	527 048	529 762
Dotations aux dépréciations des immobilisations		
Dotations aux dépréciations de l'actif circulant	25 950	29 369
Dotations aux provisions	128 663	133 596
Subventions accordées par l'association	6 248	6 685
Autres charges de gestion courante	14 090	19 382
TOTAL 2	5 716 527	5 892 867
RESULTAT D'EXPLOITATION (1-2)	-17 749	74 669
Remboursement des frais sur opérations faites en commun TOTAL 3		
Quote-part des frais sur opérations faites en commun TOTAL 4		
PRODUITS FINANCIERS		
De valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	85 603	57 301
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	23 569	22 826
Différences positives de change	0	0
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL 5	109 172	80 127
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	3 301	3 110
Autres charges financières	9	19
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL 6	3 310	3 129
RESULTAT FINANCIER (5-6)	105 863	76 998
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (1-2+3-4+5-6)	88 113	151 667
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	13 957	65 445
Sur opérations en capital	96 134	96 250
Sur opérations exceptionnelles	103 443	
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
TOTAL 7	213 534	161 695
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	104 170	106 088
Sur opérations en capital	0	0
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL 8	104 170	106 088
RESULTAT EXCEPTIONNEL (7-8)	109 365	55 608
Impôt sur les sociétés des personnes morales non lucratives TOTAL 9	33 179	
TOTAL DES PRODUITS (1+3+5+7)	6 021 484	6 209 359
TOTAL DES CHARGES (2+4+6+8+9)	5 857 185	6 002 084
EXCEDENT OU DEFICIT	164 299	207 275
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Emplois des contributions reçues		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Personnel bénévole		
TOTAL	0	0
Contributions reçues		
Bénévolat		
Prestations en nature		
Dons en nature		
TOTAL	0	0

Présentation de l'exercice

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 7 645 405 € et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits d'exploitation sont de 5 698 778 €, et dégageant un excédent de 164 299 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/09/2024 au 31/08/2025 .

Les notes et les tableaux présentés ci-après, constituent l'annexe et font partie intégrante des comptes annuels de l'exercice.

Objet social

Selon ses statuts, l'association peut se livrer à toute activité se rapportant directement ou indirectement, à l'éducation, l'enseignement, la formation et la culture sous toutes leurs formes.

A cette fin, elle peut réaliser toutes les activités parascolaires telles que l'accueil, le transport, l'hébergement, la restauration, la mise à disposition de locaux, et d'une manière générale, se livrer à toute activité de quelque nature que ce soit, en lien avec son objet principal.

Elle peut passer convention avec l'Etat, les collectivités territoriales ainsi qu'avec tout organisme concourant même partiellement à son objet.

Elle peut acquérir tous les biens nécessaires à la réalisation de son objet ou en avoir la jouissance.

Description de la nature et du périmètre des activités ou missions réalisées

L'Ensemble Scolaire Notre-Dame Saint-Sigisbert est un établissement d'enseignement privé, catholique, sous contrat d'association avec l'Etat. Ce statut l'autorise à percevoir certaines subventions de l'Etat ou des Collectivités territoriales, pour un usage très spécifique: le traitement des professeurs et une part importante des charges sociales liées à ces traitements sont pris en charge par l'Etat.

L'Ensemble Scolaire Notre-Dame Saint-Sigisbert est géré par l'OGEC Notre Dame Saint Sigisbert, régi par la loi du 1er juillet 1901, et qui est un organisme de gestion issu d'une fusion en 1993, de deux organismes de Gestion: l'association Notre Dame et l'association de gestion de Saint Sigisbert.

Aujourd'hui, l'Ensemble Scolaire Notre-Dame Saint-Sigisbert, accueille 1 787 élèves de la maternelle aux classes préparatoires.

Description des moyens mis en œuvre

L'association se compose de membres de droit et de membres actifs.

Les membres de droit sont:

- le directeur diocésain ou son représentant dûment mandaté,
- le délégué de tutelle de la Congrégation Notre Dame ou son représentant,
- le représentant de la Fondation Pierre Fourier-Alix Le Clerc,
- le président ou son représentant de l'Association de Parents d'Elèves affiliée à l'APEL Nationale existant dans l'établissement scolaire géré par l'association.
- le président de l'UDOGEC, ou son représentant, et en l'absence de cette dernière de l'UROGEC, affiliée à la FNOGEC.

Les membres actifs sont les personnes qui, en raison de l'intérêt qu'elles portent aux buts de l'association, sont admises en cette qualité par le conseil d'administration.

La communauté éducative, composée de 140 enseignants et 91 personnels OGEC, oeuvre au quotidien pour le bien des jeunes qui lui sont confiées afin de les aider à grandir ensemble pour construire leur personnalité et leur avenir.

Basé en plein coeur du centre de la ville de Nancy, l'ensemble scolaire se situe au sein du périmètre appelé "site patrimonial remarquable". Il est composé de 12 bâtiments, deux chapelles, 1 gymnase (soit environ 21 000 m² développés et 12 000 m² de cours), réparti sur 3 sites distincts:

- Site Saint Sigisbert au 19 Cours Léopold, comprenant les bâtiments A, B, C, D, L, une chapelle et un gymnase dont le propriétaire est le Fonds de Dotation Patrimoine et Enseignement Catholique (siège: 11 Rue de Laxou à Villers les Nancy)
- Site Notre Dame au 35 Rue de la Ravinelle, comprenant les bâtiments E, F, G, H, I et une chapelle, dont le propriétaire est la fondation Pierre-Fournier Alix Le Clerc (siège: 11 Rue de la Chaise à Paris)
- Site du "Petit Sigis" au 6 Rue de la Ravinelle, comprenant les bâtiments J et K, dont le propriétaire est également le Fonds de Dotation Patrimoine et Enseignement Catholique (siège: 11 Rue de Laxou à Villers Les Nancy)

Du fait de son contrat d'association avec l'Etat, l'établissement perçoit également des concours publics d'autres organismes:

Pour l'école, de la mairie

Pour le collège, du conseil départemental

Pour le lycée et CPGE, du conseil régional

Ces concours publics représentent globalement 32% des produits d'exploitation.

Par ailleurs, le conseil départemental et le conseil régional financent également certains investissements sur dossier de demande de subvention annuel ou pluri-annuel.

Les contributions familiales versées par les familles, représentant 37% des produits d'exploitation, servent à financer le caractère propre et l'immobilier de l'établissement.

Les activités accessoires comprenant principalement la garderie, la demi-pension et la conduite au conservatoire sont facturées à 100% aux familles utilisatrices.

Faits caractéristiques de l'exercice

Les différents passages d'expert, suite à l'incendie de la toiture du Petit Sigis en aout 2024, ont permis de finaliser les coûts et l'indemnisation associée.

Un reliquat de mesures conservatoires a engendré une charge exceptionnelle de 8 704 €.

Des frais d'architecte, de mobilier, et l'acompte sur la réparation de la toiture ont généré une charge exceptionnelle de 94 738 €

L'assurance a versé à titre provisoire une somme de 424 181 €, dont 103 443 € ont été affecté en produits exceptionnels, et le reliquat en produits constatés d'avance, puisque les travaux auront lieu sur N+1.

Événements significatifs postérieurs à la clôture

Les travaux de réparation de la toiture, ayant subi un incendie à l'été 2024, vont pouvoir être engagé après toutes les démarches administratives liées aux assurances et l'organisation de ces travaux lourds, sur une maison de maître sous la surveillance de l'architecte des bâtiments de France.

II - Principes et méthodes comptables

Principes et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31/08/2025 ont été élaborés et présentés conformément aux dispositions du Code de commerce et aux dispositions prévues par l'Autorité des Normes Comptables du règlement n°2018-06 du 5 décembre 2018, ainsi que celles du règlement n°2014-03 relatif au Plan Comptable Général.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Les comptes sont arrêtés selon le principe de continuité d'exploitation.

Changements comptables

Les méthodes d'évaluation et de présentation retenues pour cet exercice n'ont fait l'objet d'aucune modification par rapport à l'exercice précédent.

III - Postes de l'actif du bilan

Etat des immobilisations

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition.

Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Donation temporaire d'usufruit:

Le 29 novembre 2001, l'OGEC a bénéficié d'une donation temporaire d'usufruit, pour une durée de 30 ans, à compter du 1er septembre 2001, d'un immeuble au 19 Cours Leopold à NANCY (54), d'une valeur patrimoniale de 1 143 368 €.

Suite à l'application du règlement ANC n°2018-06, l'amortissement est sans impact sur le résultat, et directement affecté en fonds reportés.

Les amortissements antérieurs pratiqués en déduction du résultat et figurant antérieurement en autres fonds propres, sont désormais en compte report à nouveau.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

Constructions : 20 ans
 Agencements des constructions : 5 à 20 ans
 Installations générales : 5 à 10 ans
 Installations techniques : 5 à 10 ans
 Mobilier : de 4 à 10 ans
 Matériel de bureau : 5 à 10 ans
 Matériel et outillage industriel : 5 à 10 ans
 Matériel de transport : 4 à 5 ans
 Matériel informatique : 3 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine. L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Evaluation des valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres a été estimée selon la méthode FIFO (premier entré, premier sorti).

Une dépréciation est constatée si la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable

Charges constatées d'avance

Charges d'exploitation = 95 117 €

Produits à recevoir

Autres créances = 1 261 €

Disponibilités = 109 065 €

IV - Tableau des immobilisations



Cadre A	Val. brute début exerc.	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Immobilisations incorporelles	1 158 731		0
Frais d'établissement R&D			
Donations temporaires d'usufruit	1 143 368		
Autres postes d'immobilisations incorpo.	15 363		
Immobilisations corporelles	19 572 458		831 563
Terrains	230 461		22 219
Construc. sur sol propre			
Construc. sur sol d'autrui	13 071 365		355 742
Install. généré., agenc. et aménag. des construc.	183 229		4 231
Install. techniques, mat. et outillage indus.	1 630 137		74 469
Install. généré., agenc. et aménag. divers	3 673 139		50 698
Mat. de transport			
Mat. de bureau et inform., mobilier	439 887		
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	344 240		324 204
Avances et acomptes			
Biens reçus par legs/donations destinés à être cédés			
Immobilisations financières	1 908		0
Participations éval. mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	1 908		
Total général	20 733 097		831 563

Cadre B	Diminutions		Val. brute fin exerc.	Réévaluations val. orig.
	Par virement	Par cession		
Immobilisations incorporelles	0	0	1 158 731	
Frais d'établissement R&D	0			
Donations temporaires d'usufruit			1 143 368	
Autres postes d'immobilisations incorpo.	0		15 363	
Immobilisations corporelles	344 240	0	20 059 781	
Terrains	0		252 680	
Construc. sur sol propre	0			
Construc. sur sol d'autrui	0		13 427 107	
Install. généré., agenc. et aménag. des construc.	0		187 461	
Install. techniques, mat. et outillage indus.	0		1 704 606	
Install. généré., agenc. et aménag. divers	0		3 723 837	
Mat. de transport	0			
Mat. de bureau et inform., mobilier	0		439 887	
Emballages récupérables et divers	0			
Immobilisations corporelles en cours	344 240		324 204	
Avances et acomptes	0			
Biens reçus par legs/donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières	0	0	1 908	
Participations éval. mise en équivalence	0			
Autres participations	0			
Autres titres immobilisés	0			
Prêts et autres immo.financières	0		1 908	
Total général	344 240	0	21 220 420	

V - Tableau des amortissements

Tableau des amortissements : situation et mouvements de l'exercice

Cadre A	Val. début exerc.	Augm. dotation	Dimin. Sorties/Reprises	Val. fin exerc.
Immobilisations incorporelles	891 945	38 112	0	930 058
Frais d'établissement R&D	0	0	0	0
Autres postes d'immobilisations incorpo.	891 945	38 112	0	930 058
Immobilisations corporelles	16 099 542	510 946	0	16 609 589
Terrains	188 249	9 838	0	197 186
Construc. sur sol propre	0	0	0	0
Construc. sur sol d'autrui	10 443 685	382 290	0	10 825 975
Install. généré., agenc. et aménag. des construc.	180 221	2 233	0	182 455
Install. techniques, mat. et outillage indus.	1 450 586	61 746	0	1 512 332
Install. généré., agenc. et aménag. divers	3 406 396	51 744	0	3 458 141
Mat. de transport	0	0	0	0
Mat. de bureau et inform., mobilier	430 405	3 095	0	433 500
Emballages récupérables et divers	0	0	0	0
Total général	16 991 487	549 058	0	17 539 647



VI - Etat des créances

Créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus de 1 an
De l'actif immobilisé	1 908	1 908	
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1)			
Autres immobilisations financières	1 908	1 908	
De l'actif circulant	509 538	504 692	
Clients, usagers, et comptes rattachés	74 308	74 308	
Autres créances clients, usagers, adhérents	73 796	73 796	
Personnel et comptes rattachés	1 326	1 326	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	500	500	
Impôts sur les bénéfices		0	
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts taxes et versements assimilés	127 675	127 675	
Divers			
Confédération, fédération, union, associations affiliées	4 847		
Débiteurs divers	131 968	131 968	
Charges constatées d'avance	95 117	95 117	
Total général	511 447	506 600	
(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice			
(1) Dont remboursements obtenus en cours d'exercice			

VII - Informations passif bilan

Postes de passif du bilan

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement reçues des collectivités publiques et des organismes assimilés au titre des biens immobilisés sont portées au poste "Subventions d'investissement" au sein des capitaux propres et sont reprises au compte de résultat proportionnellement à l'amortissement des biens concernés.

Fonds dédiés

Le règlement n°2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables, prévoit la comptabilisation de la partie des ressources dédiées par des financeurs à des projets définis, qui, à la clôture de l'exercice, n'a pas pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Ainsi, l'engagement d'emploi pris par le bénéficiaire envers le financeur est inscrit en charges d'exploitation dans le compte 689 sous la rubrique « engagements à réaliser sur ressources affectées » et au passif du bilan dans le compte 194 « fonds dédiés sur subvention de fonctionnement ». A l'ouverture de l'exercice suivant, les sommes inscrites sous cette rubrique sont reprises au compte de résultat au rythme de la réalisation des engagements par le crédit du compte 789 « report des ressources non utilisées des exercices antérieurs ».

Provisions pour risques et charges

Une provision pour risques et charges, est comptabilisée dès qu'il existe une obligation juridique ou implicite découlant d'événements passés, nettement précisée quant à son objet, dont le montant peut être estimé de manière fiable et dont il est probable qu'une sortie de ressources, sans contrepartie au moins équivalente, sera nécessaire pour éteindre l'obligation.

Charges à payer

Dettes fournisseurs et comptes rattachés = 119 311 €

Dettes fiscales et sociales = 62 967 €

Autres dettes = 1 908 €

Produits constatés d'avance

Produits d'exploitation = 334 875 €

Produits exceptionnels = 320 738 €

Tableau de variation des fonds propres (ANC 2019-04)

Variation des fonds propres	A l'ouverture exerc.	Affectation résultat	Augm.	Diminution / Consommation	A la clôture exerc.
Fonds propres sans droit de reprise	1 778 250				1 778 250
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves (1)					
Report à nouveau (2)	1 758 190		207 245		1 965 465
Excédent ou déficit de l'exercice (3)	207 275	207 275	164 299		164 299
Situation nette					
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	627 886		279 336	245 568	661 654
Provisions réglementées					
Total	4 371 601	207 275	650 880	245 568	4 569 668
(1) Dont acti. Sociales/médico-sociales sous gest. contrôlée					
(2) Dont acti. Sociales/médico-sociales sous gest. contrôlée					
(3) Dont acti. Sociales/médico-sociales sous gest. contrôlée					

Tableau de détermination du résultat effectif global de l'entité

Rubrique	Exercice N	Exercice N-1
Résultat comptable	164 299	
Reprise du résultat antérieur		
Excédent ou déficit effectif global	164 299	207 275
Dont résultat effectif sous gestion propre		
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée		

Tableau de variation des fonds dédiés

Variation des fonds dédiés	A l'ouverture exerc.	Reports	Utilisations	
			Montant global	Dont remboursements
Subventions d'exploitation (1)				
Contributions financières d'autres organismes (1)	304 612			
APEL - mobilier lycée	10 347			
Amicale des anciens - mobilier prépa	935			
APEL - vélo bureau	674			
APEL - support trotinettes	1 704			
APEL - bancs	4 187			
Amicale des anciens de la Malgrange	919			
APEL - but multisport	7 575			
Reliquat sur rénovation chapelle	11 487			
Donation temporaire d'usufruit	266 786			
Ressources liées à la générosité du public (1)				
Total	304 612			

Variation des fonds dédiés	A la clôture de l'exercice		Dont fonds dédiés corresp. à des projets ss dépense au cours des 2 derniers exerc.
	Transferts	Montant global	
Subventions d'exploitation (1)			
Contributions financières d'autres organismes (1)	41 906	262 707	
APEL - mobilier lycée	1 443	8 904	
Amicale des anciens - mobilier prépa	337	598	
APEL - vélo bureau	185	489	
APEL - support trotinettes	452	1 251	
APEL - bancs	482	3 706	
Amicale des anciens de la Malgrange	100	819	
APEL - but multisport	794	6 780	
Reliquat sur rénovation chapelle		11 487	
Donation temporaire d'usufruit	38 112	228 673	
Ressources liées à la générosité du public (1)			
Total	41 906	262 707	

VIII - Tableau des provisions et dépréciations inscrites au bilan

Provisions	Montant deb. exerc.	Augm. dot. exerc.	Dimin : reprises exerc.		Montant fin exerc.
			Utilisées	Non utilisées	
Prov. réglementées					
Prov. gisements miniers & pétroliers					
Prov. investissements					
Prov. prêts d'installation					
Autres Prov. réglementées					
Prov. pour risques et charges	822 586	134 578		30 528	926 636
Prov. litiges	128 528	4 351		30 528	102 351
Prov. garanties données aux clients					
Prov. pertes sur marchés à terme					
Prov. amendes et pénalités					
Prov. pertes de change					
Prov. pensions et obligations similaires	207 283	8 248			215 531
Prov. impôts					
Prov. renouvellement des immo.					
Prov. grosses réparations	364 390	116 064			480 454
Prov. charges sociales et fiscales sur CP	0	0			0
Autres Prov. pour risques et charges	122 385	5 915		0	128 300
Prov. pour dépréciations	94 594	37 037		39 910	91 722
Sur immo. incorpo.					
Sur immo. corpo.	8 661	11 087			19 748
Sur titres mis en équivalence					
Sur titres de participation					
Sur autres immo. finan.					
Sur stocks et en-cours					
Sur comptes clients	57 517	25 950		16 341	67 127
Autres dépréciations	28 416			23 569	4 847
Total général	917 180	171 616		70 438	1 018 358

Dotations et reprises	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Dotations	171 616		
Reprises	46 869	23 569	

IX - Etat des dettes

Dettes	Montant brut	A 1 an au plus	A 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires (1)				
Emprunts et dettes auprès d'établiss.s de crédit (1)	288 459	142 291	146 168	
- à un an maximum à l'origine	0		0	
- à plus d'un an à l'origine	288 459	142 291	146 168	
Emprunts et dettes financières diverses (1)				
Fournisseurs et comptes rattachés	368 899	368 899		
Personnel et comptes rattachés	42 837	42 837		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	114 804	114 804		
Impôts sur les bénéfices	33 179			
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes et versements assimilés	15 818	15 818		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		0		
Confédération, fédération, union, associations affiliées	157 392	157 392		
Autres dettes	202 043	202 043		
Produits constatés d'avance	655 613	655 613		
Total général	1 879 042	1 699 696	146 168	
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice	140 891	140 891		

X - Informations compte de résultat

Postes du compte de résultat

Ventilation des subventions

Subvention région	412 465 €
Subvention département	497 933 €
Subvention commune	227 216 €
Subvention Etat	642 972 €
Subvention Conseil Régional	20 032 €
Total	1 800 618 €

XI - Autres informations

Effectif moyen

L'effectif moyen de l'association est de 45 salariés, réparti en 16 cadres, 9 agents de maîtrise et techniciens et 20 employés.

Engagements de retraite

L'association n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.

Le calcul de cet engagement s'élève à 215 531 €. Une provision a été passée en comptabilité pour ce montant.

Les paramètres de calcul sont les suivants:

- Age de départ à la retraite: 64 ans
- Taux de charges : 48 %
- Taux d'actualisation: 3.78 % IAS 19 au 31/08/2025 zone Euro

Engagements hors bilan

Néant

Rémunération des dirigeants et salariés

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés n'est pas fourni, car cela reviendrait à donner des informations de caractère individuel.

Honoraires du Commissaire aux comptes

Honoraires provisionnés pour 12 900 €

XII - Informations complémentaires